

Où obtenir plus d'information ?

Sur le site impots.gouv.fr ou auprès du services des impôts des entreprises (SIE) de votre Centre des Finances publiques. D'autres éléments vous sont présentés sur www.economie.gouv.fr/suramortissement-pour-soutenir-linvestissement-productif.

Quelques exemples concrets d'application :

1. Une PME industrielle soumise à l'impôt sur les sociétés achète au 1^{er} septembre 2015 un tour d'usinage à commande numérique, d'un prix de revient total de 300 000 euros HT. Cet équipement est amortissable sur 8 ans. Au titre de la mesure et en supplément de l'amortissement de droit commun, l'entreprise déduira donc de son résultat imposable 5 000 euros la première année puis 15 000 euros par an entre 2016 et 2022 et enfin 10 000 euros en 2023. Au global, elle aura déduit 120 000 euros de sa base imposable. Sur la base du taux normal de l'impôt sur les sociétés, elle aura donc réalisé une économie d'impôt d'environ 40 000 euros sur la période 2015-2023.
2. Une entreprise industrielle soumise à l'impôt sur les sociétés installe au 1^{er} juillet 2015 une nouvelle ligne de fabrication de pièces composites constituée d'équipements éligibles à la mesure. Cela représente un investissement de 15 millions d'euros, amortissables sur 10 ans. Au titre de la mesure et en supplément de l'amortissement de droit commun, elle déduira de son résultat imposable 300 000 euros la première année puis 600 000 euros par an entre 2016 et 2024 et enfin 300 000 euros en 2025. Au global, elle aura déduit 6 millions d'euros de sa base imposable. Sur la base du taux normal de l'impôt sur les sociétés, elle aura réalisé une économie d'impôt pouvant aller jusqu'à 2 millions d'euros sur la période 2015-2025.
3. Un exploitant agricole exerçant son activité dans une société, soumise à l'impôt sur les sociétés, achète au 1^{er} juillet 2015 un tracteur au prix de 150 000 euros, amortissable sur 6 ans. Au titre de la mesure et en supplément de l'amortissement de droit commun, l'exploitant agricole pourra donc déduire de son bénéfice agricole 5 000 euros la première année puis 10 000 euros par an de 2016 à 2020 et enfin 5 000 en 2021. Sur la base du taux normal de l'impôt sur les sociétés, il aura réalisé une économie d'impôt pouvant aller jusqu'à 20 000 euros sur cette même période. Il est rappelé que l'avantage serait également acquis à un exploitant individuel imposé à l'impôt sur le revenu.



MICHEL SAPIN
MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

CHRISTIAN ECKERT
SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DU BUDGET

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.economie.gouv.fr

Paris, le 21 avril 2015
N° 289

Soutenir et accélérer l'investissement productif : Michel SAPIN et Christian ECKERT annoncent la parution de l'instruction concernant la mesure de suramortissement

Michel SAPIN, ministre des Finances et des Comptes publics, et Christian ECKERT, secrétaire d'Etat chargé du Budget, ont signé ce jour l'instruction qui concrétise la mise en œuvre de la mesure de suramortissement annoncée par le Premier ministre le 8 avril et votée au Sénat le 16 avril.

Cette mesure va permettre de soutenir l'investissement productif de toutes les entreprises pour accélérer la modernisation de leur outil de production et leur permettre d'être plus compétitives.

Il s'agit d'une mesure exceptionnelle d'un an visant à encourager l'investissement productif privé des entreprises en leur permettant de pratiquer un suramortissement de 40%.

Les entreprises peuvent donc amortir les biens à hauteur de 140% de leur valeur, ce qui leur apporte un double avantage, en termes de trésorerie et en termes de rendement. Ainsi, pour un investissement de 100 000 euros, l'économie d'impôt, s'ajoutant à l'amortissement classique, sera, pour un taux normal d'impôt sur les sociétés, d'environ 13 000 euros.

Après le vote de la mesure le 16 avril au Sénat dans le cadre de l'examen sur le projet de loi sur la croissance et l'activité, cette instruction apporte les précisions sur la mise en œuvre pratique du dispositif.

Comme toute instruction, elle sera publiée au Bulletin officiel des finances publiques (bofip.impots.gouv.fr). La mise en ligne interviendra ce mardi soir, à 21 h.

L'instruction rappelle le champ d'application de la mesure, qui porte sur cinq catégories d'investissements productifs aujourd'hui éligibles à l'amortissement dégressif, connues des entreprises. Elle précise que les logiciels indissociables de ces biens de production, de transformation et de recherche ainsi que ceux qui contribuent aux opérations industrielles de fabrication et de transformation sont éligibles à la mesure.

Cette mesure concerne les investissements réalisés entre le 15 avril 2015 et le 14 avril 2016. Les règles de calcul et les modalités de mise en œuvre de la déduction sont expliquées en détail.



La mise en œuvre de la mesure opérationnelle de soutien à la reprise de l'investissement productif privé des entreprises est ainsi assurée avec clarté dans les meilleurs délais. Un effort de 2,5 milliards d'€ sur 5 ans a été consenti en ce sens.

Michel SAPIN souligne que *"Les entreprises ont maintenant toutes les informations nécessaires pour déterminer le bénéfice qu'elles pourront tirer de la mesure de suramortissement lorsqu'elles investissent dans les mois qui viennent. Avec des conditions de financement favorables et une demande qui repart, toutes les conditions sont réunies pour que les entreprises, par leurs investissements, participent pleinement à la reprise en cours"*.

Contacts presse

Cabinet de Michel SAPIN 01 53 18 41 13
Cabinet de Christian ECKERT 01 53 18 45 04

sec.mfcp-presse@cabinets.finances.gouv.fr
sec.sebud-presse@cabinets.finances.gouv.fr

LA DÉDUCTION EXCEPTIONNELLE EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF

Le suramortissement : une mesure pour soutenir l'investissement productif

De quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'une mesure de suramortissement de 40 %, qui se répartit linéairement sur la durée d'utilisation du bien. Les entreprises peuvent donc amortir les biens à hauteur de 140 % de leur valeur. L'avantage est étalé sur la durée normale d'amortissement du bien.

Quel est l'intérêt pour l'entreprise ?

Il est double : un avantage de trésorerie tout de suite lié à l'amortissement dégressif du bien, auquel s'ajoute le suramortissement, et un avantage de rendement.

Pour un taux normal d'impôt sur les sociétés (IS), le suramortissement apportera aux entreprises une subvention fiscale d'environ 13 % ($40 \% \times 33 \%$) de la valeur du bien. L'amortissement supplémentaire sera réparti sur la durée normale d'utilisation des biens concernés.

À titre d'exemple, pour un bien acquis au 1^{er} janvier et d'une durée d'utilisation de quatre ans, l'amortissement supplémentaire sera de 10 % par an du montant total du bien, soit un avantage fiscal supplémentaire équivalant à environ 3,3 % du prix de revient par année. Ainsi pour une machine-outil de 100 000 euros, l'économie totale d'impôt, s'ajoutant à l'amortissement classique, sera de 13 200 euros ($100\,000 \times 3,3 \% \times 4$).

Pour qui ?

Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille et réalisant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, qui sont soumises à l'IS ou à l'impôt sur les revenus (IR) selon un régime réel d'imposition. En sont exclues, les entreprises soumises au régime des bénéfices non commerciaux (BNC).

Pour quels investissements ?

Cet amortissement concernera les investissements qui peuvent être amortis selon le mode dégressif prévu à l'article 39 A et qui relèvent de l'une des catégories suivantes :

- les matériels et outillages de fabrication ou de transformation, par exemple : les matériels d'automatisation et de robotique, les moissonneuses-batteuses, les navires de pêche, etc. ;
- les matériels de manutention, essentiels à toutes entreprises de production, en particulier avec le développement de la vente en ligne ;
- les installations d'épuration des eaux et d'assainissement de l'atmosphère parce que nous gardons à l'esprit les enjeux du développement durable ;
- les installations productrices de vapeur, de chaleur ou d'énergie à l'exception des installations utilisées dans le cadre d'une activité de production électrique bénéficiant d'un tarif réglementé : cela va des groupes électrogènes de nos entreprises industrielles aux fours de boulangers ;
- les matériels et outillages utilisés dans le cadre des opérations de recherche scientifique ou technique, en laboratoire comme en usine, pour favoriser l'innovation ;
- les logiciels qui contribuent aux opérations industrielles de fabrication et de transformation.